

## Points clés

- L'incapacité de la Russie à produire de nouveaux avions de transport militaire lourds ne lui permettra pas de mener des interventions militaires « surprises » loin de ses frontières.
- L'entrée en service du S-350 renforcera la précision et la flexibilité du dispositif de défense antiaérienne russe.
- La Flotte de la Baltique doit être renforcée, notamment pour se prémunir contre le futur déploiement de missiles de croisière de l'OTAN émettant des impulsions électromagnétiques.

## Outil militaire : capacités et modernisation

L'expert militaire P. Louzine de l'Université de Perm considère qu'**en raison de la rupture avec le complexe militaro-industriel (CMI) ukrainien, la Russie ne pourra pas produire d'avions de transport militaire très gros porteurs**. L'aviation de transport militaire reposera de façon croissante sur les Il-76, dont les moteurs sont produits en Russie. Or, ces appareils ne permettent pas d'embarquer des équipements militaires lourds. Pour mener des opérations loin de ses frontières, Moscou aura donc besoin de plusieurs semaines pour le transfert des équipements et restera dépendant d'un accès aux ports. Ainsi, **la Russie ne sera pas en mesure de conduire d'opérations « surprises » dans son « étranger lointain »**; elle ne pourra qu'appuyer les opérations des régimes alliés capables de fournir l'infrastructure nécessaire au déploiement de ses forces. En revanche, **Moscou pourra mener des missions humanitaires ou de maintien de la paix ne nécessitant pas de matériel lourd. Il utilisera probablement plus souvent cet outil de politique étrangère dans les années à venir dans les pays en voie de développement**. Enfin, pour avoir la capacité de mener des offensives imprévisibles dans l'espace postsoviétique, la Russie renforcera probablement l'infrastructure de stockage de matériel militaire à ses frontières (*Riddle*, 6 juin 2019).

Pour P. Ivanov de *Voïenno-Promychnyyi Kourier*, **le lancement du système de missiles sol-air S-350 (qui entrera en service en 2019) témoigne d'un retour au projet soviétique de création de forces de défense antiaérienne mobiles**. Chacune des armées de l'air et de défense antiaérienne (*armii VVS PVO*) accueillera probablement une brigade ou un régiment mobile équipé(e) de S-350. Moscou aurait aussi intérêt à créer plusieurs brigades anti-aériennes au sein des forces aérospatiales (VKS) et à doter chacune de S-350. Celui-ci permettra de protéger ses propres sites ou installations sensibles mais aussi de mener des opérations contre l'aviation ennemie. Il contribuera également à lutter contre les missiles balistiques et aérobalistiques. La grande manœuvrabilité des S-350 sur tous types de terrain rendra leur déploiement imprévisible. Dans son ensemble, **le nouveau dispositif de défense aérienne est pensé pour une adaptation flexible et précise à la situation opérationnelle** (*Voïenno-Promychnyyi Kourier*, 9 juillet 2019).

Selon M. Barabanov, du Centre d'analyse des stratégies et des technologies (CAST), les délais annoncés pour la réparation du porte-avions *Admiral Kouznetsov* (dont la réparation est prévue en 2020 et la remise à la Marine en 2021) sont intenable : la modernisation des docks nécessitera au moins deux ans, **le porte-avions ne devrait donc pas être réparé avant 2023** (*Kommersant*, 15 juillet 2019).

Pour le rédacteur de *Natsionalnaïa Oborona* A. Mozgovoï, **Moscou doit répondre à l'activisme croissant de l'OTAN en mer Baltique par un renforcement de ses capacités dans la région**. Il faudrait notamment équiper la Flotte de la Baltique d'une vingtaine de petits navires équipés de missiles de croisière à longue portée et de missiles surface-air à courte portée. La conception de corvettes *Albatros* devrait être relancée pour assurer la défense anti-sous-marine. La Flotte de la Baltique aurait aussi besoin d'être équipée de plusieurs dragueurs de mines, de type *Alatau* (conçu en Russie pour la Marine kazakhe). La Russie devrait également déployer des lance-roquettes multiples *Tornado-S* à Kaliningrad pour se prémunir contre d'éventuels tirs depuis la Pologne. Cependant, **Moscou perçoit comme la plus grande menace les futurs**

---

## Points clés

- En matière de drones, Moscou doit se concentrer sur la conception de son propre drone de combat lourd et développer de nouveaux radars et armes radio-électroniques pour contrer les drones ennemis.

- Des choix contestables dans la conception du système de missiles antibalistiques S-300V4 ne lui permettent pas de remplir sa mission de façon optimale.

- Au lieu d'investir dans une « flotte moustique » constituée de petits bâtiments équipés de missiles *Kalibr*, Moscou devrait saisir l'opportunité de l'abandon du FNI pour déployer des missiles *Kalibr* basés au sol.

- Moscou répondra probablement à l'abandon du traité FNI par la conception de nouveaux missiles – de croisière, balistiques et hypersoniques. Cependant, il devrait s'abstenir d'investir dans la conception des missiles sol-sol qui pourraient tomber sous le coup d'un nouveau traité.

---

missiles de croisière AGM-158 JASSM-ER émettant un rayonnement électromagnétique capable de mettre hors service les moyens de communication et de localisation russes. Pour y faire face, **la Russie devrait développer des filtres protecteurs pour ses équipements électroniques et concevoir des missiles du même type**. Elle doit aussi miser sur le déploiement de petits sous-marins (invulnérables aux impulsions électromagnétiques), en particulier sur le P-750 en cours de conception, qui pourra embarquer des torpilles et des missiles de croisière. Enfin, **Moscou devrait répondre aux futures « provocations » de l'OTAN dans la région par l'utilisation de son système radio-électronique *Mourmansk***, afin de brouiller les communications et les systèmes de commande adverses (*Natsionalnaïa Oborona*, juillet 2019).

Pour A. Tsyganok, membre-correspondant de l'Académie des sciences militaires, les drones sont désormais incontournables pour mener des opérations de reconnaissance et attaquer en profondeur le territoire de l'ennemi. À cet égard, les priorités pour Moscou devraient être les suivantes : 1) finaliser la conception du drone de combat lourd *Okhotnik* ; 2) développer de nouveaux radars destinés à détecter les drones ennemis ; 3) concevoir des armes radio-électroniques pour lutter contre les « essaims » de drones de petite taille, qui représentent la plus grande menace (*Nezavisimoe Voïennoe Obozrenie*, 12 juillet 2019).

Selon l'expert militaire P. Felgengauer, **le chasseur russe Su-57 ne peut prétendre concurrencer le F-35 américain** : il ne possède pas de radar à antenne active et est facilement détectable en raison d'un défaut du moteur (qui ne peut atteindre la vitesse supersonique sans postcombustion) ; en outre, le revêtement antiradar de l'appareil est moins efficace que celui du F-35 (*Rosbalt*, 3 juillet 2019).

Pour A. Louzan, ancien président de la Commission d'État pour l'essai des systèmes de défense antiaérienne S-300VM, une modification du S-300V4 serait envisagée pour lui permettre d'intercepter efficacement des missiles lancés depuis une distance supérieure à 5 000 km. Dans cette perspective, Moscou devrait également corriger les défauts actuels du système : **la configuration des lanceurs du nouveau S-300V4 ne permet pas un rechargement rapide et limite ses capacités d'interception des missiles balistiques**. Son système de reconnaissance de cibles est également perfectible (*Voïenno-Promychlennyi Kourier*, 30 juillet 2019).

## Nucléaire et dissuasion

- **Sortie du traité FNI**

D. Kornev, rédacteur en chef du site *MilitaryRussia*, considère que **l'abandon du Traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) conduira la Russie à développer de nouvelles armes**. Notamment, **le système de missiles *Iskander* 9K720 pourrait être équipé d'un nouveau missile de croisière**. Celui-ci serait basé sur le missile *Kalibr* 3M-14 et aurait une portée d'environ 2 500 km. Une autre option consisterait à **déployer des versions modernisées du missile de croisière de type *Kalibr*, d'une portée jusqu'à 5 000 km, sur un système de type *Iskander* modifié et modernisé** ; cependant, leur conception nécessiterait plusieurs années. En matière de missiles balistiques, il serait pertinent de créer un engin doté d'un moteur à carburant solide, équipé d'ogives guidées de petite taille. De fait, **il s'agirait de reprendre le programme de missiles RS-26 *Rubezh*, en lui apportant des modifications**. À cet égard, il est probable que les tests d'ogives actuellement conduits par l'Institut de génie thermique de Moscou (MIT) soient justement destinés à la conception d'un « nouveau *Pionnier* » [considéré par certains comme le prédécesseur du RS-26, N.D.L.R.]. Le cas échéant, son achèvement pourrait intervenir dans deux à trois ans et la portée du missile pourrait atteindre 6 000 km. Enfin, Moscou développe activement des systèmes basés sur la technologie hypersonique. Dans les années à venir, **la Russie pourrait concevoir un système hybride avec un premier étage balistique classique et un *Kinjal* comme deuxième étage**. Cependant, **il n'est pas exclu que les puissances mondiales concluent rapidement un « nouveau traité FNI », probablement élargi**. Dans cette perspective, seuls les systèmes non régis par

---

## Points clés

- La conception de missiles sol-sol de portée intermédiaire ne présente pas de difficultés techniques pour la Russie. En revanche, elle ne pourrait pas déployer (*a fortiori* en grand nombre) de tels missiles en Extrême-Orient sous peine d'irriter la Chine.
  - La fin du FNI pourrait cependant favoriser le rapprochement stratégique russo-chinois et les ventes de systèmes de défense antimissiles russes à Pékin.
  - Les experts russes envisagent le déploiement de missiles mer-sol et sol-sol au Venezuela et à Cuba.
  - La « dissuasion conventionnelle » reposerait sur la systématisation de l'utilisation de missiles conventionnels de longue portée dans des conflits opposant la Russie à des adversaires non-nucléaires.
- 

le nouvel accord seront effectivement développés. Les travaux sur les systèmes de missiles sol-sol spécifiques seront vraisemblablement menés « avec modération » et en tenant compte de leur application possible aux missiles balistiques intercontinentaux (*Izvestia*, 1<sup>er</sup> août 2019).

A. Khramtchikhine, de l'Institut d'analyse politique et militaire, estime que **l'abandon du traité FNI rend inadéquate la stratégie russe de développement d'une « flotte moustique »** basée sur de petits navires équipés de missiles *Kalibr*. Leur petite taille limite leur capacité en matière de défense anti-aérienne et ils ne peuvent donc remplir pleinement leur mission qu'en l'absence de menace aérienne. Au lieu de produire ces bâtiments en grand nombre, **Moscou aurait intérêt à concevoir des missiles *Kalibr* sol-sol**, plus économiques mais aussi plus faciles à dissimuler et à protéger (*Nezavisimoe Voennoe Obozrenie*, 28 juin 2019).

Le rédacteur en chef d'*Ekspert Vooroujenii* A. Frolov considère que **la fin du traité FNI rend envisageable le déploiement de missiles de croisière américains de portée intermédiaire dans les pays Baltes ou en Ukraine. La Russie y répondrait probablement par l'augmentation du nombre de missiles balistiques de courte portée *Iskander-M***, voire par la conception de missiles de croisière de portée intermédiaire. En revanche, pour éviter les tensions avec la Chine, elle s'abstiendrait probablement de déployer des missiles nucléaires de portée intermédiaire en Extrême-Orient. En outre, de tels missiles ne permettraient pas de rétablir l'équilibre, car ils ne pourraient pas frapper le territoire américain à l'exception de l'île de Guam et de l'Alaska. **De fait, l'abandon du traité est préjudiciable à la Russie. Il devrait toutefois favoriser le rapprochement stratégique sino-russe et la vente de systèmes de défense antimissile russes (*Antež-2500*, voire *S-500*) à la Chine** (*Club Valdai*, 2 août 2019).

V. Dvorkine, de l'IMEMO, considère également que **le déploiement de missiles de croisière sol-sol américains dans la région Asie-Pacifique serait problématique pour Moscou** : si la conception de missiles *Kalibr* sol-sol semble constituer une réponse adéquate, Moscou ne pourrait pas les déployer en grand nombre en Extrême-Orient sous peine d'irriter Pékin. En tout état de cause, Moscou ne prendra pas une telle initiative avant que la menace américaine ne se soit concrétisée (*Nezavisimoe Voennoe Obozrenie*, 24 août 2019).

Pour O. Chvedkov, président du Syndicat militaire russe, **la Russie aurait intérêt à déployer des bâtiments russes équipés de missiles mer-sol *Kalibr* dans les ports cubains**. L'expert militaire V. Bogatyrev estime pour sa part que **ces bâtiments pourraient être accueillis par le Venezuela**. A. Cherine, vice-président du Comité de la Douma pour la Défense, considère que Moscou pourrait déployer des missiles sol-sol interdits par le traité FNI dans ce pays. Cela conduirait probablement à une crise similaire à celle des missiles de Cuba, ce qui contraindrait Washington à adopter une politique plus « raisonnable ». Néanmoins, selon le rédacteur en chef d'*Ekspert Vooroujenii* A. Frolov, l'efficacité des missiles balistiques intercontinentaux actuels ne justifie pas l'investissement dans des infrastructures en Amérique latine (*Nezavisimaja Gazeta*, 25 août 2019, *RBK*, 23 août 2019).

### • Autres sujets nucléaires

Pour D. Kornev, le missile à propulsion nucléaire *Bourestnik* est « l'arme idéale » pour une riposte nucléaire : en cas de destruction, il contaminera le territoire ennemi. En outre, une partie des ogives atteindront leur objectif et provoqueront des dommages inacceptables (*Izvestia*, 19 août 2019).

Selon A. Leonkov d'*Arsenal Otchestva*, la fin probable du traité New START contraindra la Russie à réviser sa doctrine militaire. En particulier, **Moscou devra renforcer la composante navale et spatiale de son dispositif de défense antimissile et antiaérienne** afin de faire face au déploiement massif de missiles de ce type dès le début des hostilités. Une alliance stratégique avec la Chine permettrait aussi de restaurer l'équilibre avec les Etats-Unis (*Ekonomika Segodnia*, 26 août 2019).

---

## Points clés

- D'éventuelles sanctions américaines contre la dette souveraine russe produiront peu d'effet tant que le budget fédéral russe, soutenu par les cours élevés du pétrole, restera excédentaire.
  - La supériorité aérienne de la Russie en mer Noire, couplée à son dispositif de défense antiaérienne et antinavire, lui assurerait la victoire en cas de conflit dans cette région, y compris contre les États-Unis.
  - La perspective d'une intégration russo-biélorusse renforcée semble compromise. Les pressions économiques russes ne suffiront pas à obtenir de Minsk des concessions tangibles affectant sa souveraineté.
- 

Pour le général-major A. Sterline et les colonels (r) A. Protassov et S. Kreïdine, Moscou doit adopter l'idée de dissuasion stratégique à trois niveaux : global, régional et local. Si les armes nucléaires restent au cœur de la dissuasion aux échelles globale et régionale, **Moscou doit adopter et mettre en œuvre le concept de « dissuasion des menaces locales par des armes stratégiques conventionnelles »**. Il s'agit d'employer plus systématiquement des missiles de longue portée dans les opérations menées par la Russie et pour appuyer l'action des forces interarmées engagées au sol, sur l'exemple de la Syrie. L'emploi de missiles de longue portée permet à la fois de minimiser les pertes humaines des troupes engagées au sol mais peut aussi avoir une fonction dissuasive puisqu'il permet d'attaquer tout adversaire non-nucléaire de la Russie de façon imprévisible (*Voennaïa Mysl*, juillet 2019).

## Élites / *Siloviki*

Pour l'analyste T. Stanovaïa, **V. Volodine envisage de succéder à V. Poutine** après 2024 – une hypothèse crédible car il s'attire le soutien croissant des élites conservatrices. Tout en promouvant son propre agenda, il doit néanmoins rassurer le Kremlin sur sa loyauté. Sa proposition de réforme constitutionnelle consistant à accroître les pouvoirs de la Douma s'inscrit dans cette logique : la réforme permettrait à V. Poutine de conserver un rôle clé dans le système en tant que Premier ministre doté de pouvoirs accrus et de s'appuyer sur le soutien de la Douma renforcée pour l'occasion (*R-Politik*, 23 juillet 2019).

## Contexte stratégique

A. Kortounov du *Russian International Affairs Council* (RIAC) préconise la **formation d'une coalition russo-indo-chinoise destinée à patrouiller dans le détroit d'Ormuz afin de lutter contre la piraterie**. Une telle initiative conforterait le nouveau rôle de la Russie au Moyen-Orient et permettrait de réanimer le format RIC (Russie, Inde, Chine). La coalition pourrait, à plus long terme, inclure des puissances occidentales, y compris les États-Unis (*Centre Carnegie de Moscou*, 12 avril 2019).

## Sanctions occidentales

S. Khestanov, de l'Académie russe de l'économie nationale et du service public (RANEPA), estime que les sanctions financières occidentales sont jusqu'à présent inefficaces car le budget fédéral russe reste excédentaire. **L'amendement au projet de budget de la défense des États-Unis pour 2020, qui prévoit l'interdiction des opérations avec la dette souveraine russe, ne devrait pas non plus produire d'effets immédiats**. D'une manière générale, les sanctions ne seront véritablement efficaces qu'au moment où le budget fédéral russe sera déficitaire. L'impossibilité d'augmenter la dette publique pour libérer les fonds nécessaires deviendra alors critique. Ce scénario n'est cependant envisageable qu'en cas de chute du cours mondial du pétrole (*Centre Carnegie de Moscou*, 15 juillet 2019).

## Mer Noire

Pour l'expert militaire de Gazeta.ru M. Khodarenok (réagissant à un récent article de L. Goldstein paru dans *The National Interest*), **dans l'hypothèse d'un conflit avec les États-Unis en mer Noire, la victoire de la Russie serait certaine, principalement grâce à l'appui décisif de son aviation**. La domination aérienne de la Russie dans cette région est assurée. Même en cas de coalition, une éventuelle offensive aérienne ennemie serait contrée par son système de défense antiaérienne (en Crimée notamment). En outre, son dispositif de défense antinavire lui permettrait de détruire tout bâtiment ennemi sur la quasi-totalité de la zone (*Gazeta.ru*, 25 août 2019).

## Biélorussie

Iou. Tsarik, du Centre des études stratégiques et de politique étrangère (Minsk), estime que **la stratégie politico-économique ambiguë de la Russie à l'égard de la Biélorussie vise à priver A. Loukachenka de soutien populaire** : d'un côté, la rhétorique politique et médiatique russe le fait apparaître comme responsable des

---

## Points clés

- Pour les experts russes, la victoire du parti de V. Zelensky aux élections législatives ne semble pas préfigurer d'évolution majeure dans le règlement du conflit du Donbass. Moscou devrait maintenir sa ligne dure actuelle.
  - En Afrique, Moscou doit s'impliquer davantage dans l'assistance aux pays en proie au risque terroriste. Il doit aussi y augmenter ses ventes d'armes et, à terme, y ouvrir des représentations militaires.
  - En matière de sécurité régionale au Moyen-Orient, la Russie doit miser sur les formats *ad hoc*.
- 

échecs du dialogue bilatéral, et sape ainsi sa crédibilité au sein de l'électorat biélorusse « traditionnel ». D'un autre côté, la propagande russe insistant sur la bonne marche de l'intégration des deux pays suscite des craintes auprès d'un « nouvel électorat » aspirant à plus de souveraineté. Surtout, la diminution de la rente accordée à la Biélorussie déstabilise l'économie nationale, fait baisser les revenus et renforce le mécontentement populaire général. **Minsk pourrait se retrouver dans la même situation que Kiev à l'automne 2013** (*Centre Carnegie de Moscou*, 12 avril 2019).

Selon le rédacteur en chef du site d'information biélorusse Tut.by A. Chraïbman, le Kremlin dispose de peu de moyens de pression pour contraindre Minsk à une intégration renforcée. L'utilisation du levier économique pourrait s'avérer contreproductive : **en alignant les prix du gaz et du pétrole exportés vers la Biélorussie sur les cours mondiaux, la Russie favoriserait à terme l'émergence d'une relève politique antirusse à Minsk**. En outre, les pressions économiques ne suffiraient pas à convaincre A. Loukachenka de se contenter d'un éventuel statut de vice-président de l'État de l'Union. Un scénario d'intervention militaire russe semble peu vraisemblable, dans la mesure où, à la différence de l'Ukraine, **la Biélorussie n'a pas d'opposition prorusse ni de territoire séparatiste sur lesquels la Russie pourrait s'appuyer. Enfin, la cohésion des élites autour d'A. Loukachenka complique les stratégies d'ingérence**. En tout état de cause, à la différence des années 1990, Minsk ne nourrit plus d'illusions quant à l'intégration et n'est plus disposé à renoncer à sa souveraineté (*Vedomosti*, 22 juillet 2019).

## Ukraine

Pour le directeur adjoint de l'Institut des pays de la CEI V. Jarikhine, **la victoire du parti de V. Zelensky aux élections législatives ukrainiennes ne devrait s'accompagner d'aucune percée significative concernant le règlement du conflit du Donbass**, malgré une rhétorique plus mesurée. **Moscou doit maintenir sa ligne actuelle** : octroi de la nationalité russe aux résidents du Donbass, exigence de négociations directes entre Kiev et les dirigeants séparatistes. En l'absence d'avancées, et en particulier si Kiev cherche à intégrer Washington et Londres au format « Normandie », la Russie devra envisager de reconnaître l'indépendance des Républiques de Donetsk et de Louhansk (*Voïenno-Promychlennyï Kourier*, 23 juillet 2019).

## Afrique

A. Perendjiev, de l'université Plekhanov, recommande d'**intensifier la coopération sécuritaire et militaro-technique avec les pays d'Afrique menacés de déstabilisation par les groupes terroristes, en particulier l'Égypte et le Mali**. Outre l'endigement de la menace terroriste, Moscou pourrait ainsi évincer ses concurrents occidentaux des marchés de l'armement africains. À plus long terme, le renforcement de l'influence politico-militaire russe en Afrique devrait également se traduire par l'ouverture de représentations militaires russes dans les pays partenaires (*Federalnoïe Agentstvo Novosti*, 25 juin 2019).

O. Koulkova, de l'Institut d'Afrique de l'Académie des sciences russe, estime que **le « retour de la Russie » en Afrique subsaharienne, qui repose certes essentiellement sur les relations bilatérales, s'accompagne d'un investissement croissant de Moscou dans des formats multilatéraux**. Moscou cherche à renforcer la coopération économique entre l'Union eurasiatique et l'Union africaine. Il s'efforce également de développer la coopération avec les pays africains dans le cadre de l'ONU (où ils forment un bloc influent), afin qu'ils y soutiennent les positions de la Russie. De nouveaux pays du continent pourraient intégrer les BRICS. Enfin, le futur sommet « Russie-Afrique » de Sotchi (octobre 2019) devrait se conclure par la signature d'une déclaration politique sur la coopération russo-africaine (*Russian International Affairs Council*, 14 août 2019).

## Moyen-Orient

Selon A. Kortounov, directeur du RIAC, aucune puissance étrangère ne peut avoir d'influence déterminante sur les processus politiques, économiques et sociaux qui se

---

## Points clés

- Moscou perd progressivement son rôle d'arbitre politico-militaire au Moyen-Orient mais pourrait s'y imposer comme acteur énergétique majeur.
- Moscou doit profiter du refus américain de vendre ses F-35 à Ankara pour renforcer la coopération militaro-technique russo-turque.
- Le récent exercice aérien russo-chinois marque une nouvelle étape dans la coopération militaire entre les deux pays. La difficulté pour Moscou sera de maintenir le caractère « anti-américain » de celle-ci, sans se laisser entraîner dans les contentieux territoriaux entre la Chine et d'autres pays de la région.
- Selon certains experts, les manœuvres russo-chinoises étaient un message adressé à la Corée du Sud. Moscou et Pékin veulent inciter Séoul à se distancier progressivement de Washington.

sont déclenchés au Moyen-Orient depuis les « printemps arabes ». **La Russie doit donc reconnaître que son rôle politique dans la région restera limité.** Elle aurait intérêt à y renforcer la coopération avec l'Occident et la Chine, qui partagent ses intérêts stratégiques (stabilité des frontières, lutte antiterroriste, etc.) malgré des divergences conjoncturelles et tactiques. Concernant la mise en place d'un système de sécurité régionale, Moscou aurait plutôt intérêt à proposer des formats *ad hoc* pour chacune des situations de crise (*Global Brief Magazine*, 30 juillet 2019).

Pour R. Mamedov, coordinateur de programme au RIAC, dans les années à venir, le principal défi pour la Russie au Moyen-Orient sera de passer d'une approche politico-militaire à une approche économique ; en d'autres termes, d'une politique basée sur le risque à une politique fondée sur des opportunités. De fait, **le rapprochement entre les pays moyen-orientaux promu par la Russie et la stabilisation régionale qui en résulterait pourrait faire perdre à Moscou son utilité en tant qu'arbitre des conflits. Il pourrait cependant en tirer des dividendes économiques en s'imposant dans le secteur de l'énergie.** Les fondements sont déjà posés : contacts étroits avec tous les États de la région ; présence d'une base militaire sur la côte méditerranéenne ; cession des ports de Tripoli (Liban) et de Tartous (Syrie) à *Rosneft* et *Stroïtransgaz* ; investissements russes supplémentaires dans l'industrie pétrolière et gazière irakienne ; entrée dans les projets gaziers du bassin du Levant ; accord avec l'Arabie saoudite sur la production de pétrole (*Russian International Affairs Council*, 15 août 2019).

Le même R. Mamedov considère que pour mettre en œuvre sa conception de sécurité collective au Moyen-Orient, la Russie devrait s'appuyer principalement sur la création de groupes de travail et la synchronisation des mécanismes existants, au sein desquels elle joue un rôle central : le format Astana et le Centre d'information et de coordination de Bagdad (*Tsargrad*, 24 juillet 2019).

K. Makienko, du Centre d'analyse des stratégies et des technologies (CAST), estime que le refus américain de vendre ses chasseurs F-35 à Ankara favorise les positions de la Russie sur le marché turc des armements (tout comme elle a bénéficié de l'embargo sur les ventes d'armes américaines au Venezuela et à l'Indonésie). **Moscou doit s'efforcer d'étendre cette coopération, par exemple en délocalisant la production du chasseur russe Su-57 en Turquie, voire en s'associant à Ankara pour la réalisation du projet turc de chasseur TF-X** (*Nezavisimaja Gazeta*, 17 juillet 2019).

## Asie

Pour V. Kachine, de l'Institut de l'Extrême-Orient, **les patrouilles conjointes russo-chinoises du 23 juillet marquent une rupture, en prouvant la détermination de Moscou à se joindre à la politique chinoise de dissuasion militaire anti-américaine en Asie.** L'aviation russe, en particulier les bombardiers stratégiques (bien plus que la Flotte du Pacifique) a vocation à jouer un rôle déterminant dans cette dissuasion, et augmentera sensiblement le coût de toute riposte américaine. Le facteur russe ne peut désormais plus être ignoré dans les scénarios de conflits armés en Asie de l'Est. **La tâche la plus délicate pour Moscou sera cependant de préserver la dimension « anti-américaine » de sa coopération avec Pékin et d'éviter de s'impliquer dans les contentieux de la Chine avec d'autres pays asiatiques.** En tout état de cause, **le rapprochement stratégique russo-chinois appelle un nouveau traité de coopération militaire bilatérale**, qui succéderait à celui de 1993, vague et ne reflétant plus la réalité. Un traité plus concret pourrait notamment faciliter la planification (en les systématisant) des exercices navals, de défense antimissile opérative et stratégiques. Il pourrait également prévoir des dispositions concernant les patrouilles conjointes de l'aviation de combat et la coopération dans le domaine de la défense antimissile stratégique (*Centre Carnegie de Moscou*, 25 juillet 2019).

Pour A. Loukine, de l'Institut de l'Extrême-Orient, **les manœuvres russo-chinoises sont avant tout un signal adressé à la Corée du Sud.** Il s'agit de fragiliser la relation américano-coréenne et de dissuader Séoul de toute initiative contraire aux intérêts

russes et chinois. À plus long terme, **l'objectif serait une « finlandisation » (neutralisation) de la Corée du Sud**, qui déstabiliserait l'ensemble du système d'alliances des États-Unis en Asie. Des manœuvres conjointes seraient envisageables dans d'autres régions du monde. Cependant, l'Asie du Nord-Est semble la région la plus appropriée pour une matérialisation de l'alliance militaire entre la Chine et la Russie. **La prochaine étape de cette coopération pourrait prendre la forme d'un « pool de ressources » constitué d'avions de ravitaillement et d'appareils de type AWACS** (système de détection et de commandement aéroporté, SDCA) (*Club Valdai*, 8 août 2019).

---

\*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées